



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2936
8 novembre 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

États-Unis

Show électoral, fortunes indécentes et misère sociale

Pages 8 et 9

Espagne

Catastrophe prévisible et inaction criminelle

Pages 2 et 16



Leur société

- Retailleau : le narco-démagogue 3
- Budget: cirque parlementaire et vraies attaques 3
- La xénophobie en bandoulière 3
- Retraites: ça ne se jouera pas à l'Assemblée 4
- Planification écologique: un déluge de mots creux 4
- Jours fériés: hold-up en préparation 4
- Hôpitaux: au régime sec 5
- Morts dans la rue: chaque année plus nombreux 5
- Éducation nationale: deux fois attaquée 5
- Sans-papiers - Alfortville: une expulsion révoltante 6
- Manifestons le 8 novembre! 6
- Libanais réfugiés: pas vraiment accueillis 6
- Fermetures d'entreprises: une guerre de classe 7
- Logement: pas de trêve pour la crise 7
- Taxe d'habitation: tour de passe-passe en vue 7

Dans le monde

- États-Unis: après la victoire de Trump et des républicains 8
- La fin de la grève chez Boeing 9
- Les résultats du Working Class Party 9
- Moldavie et Géorgie: entre impérialisme et Russie 10
- Liban: l'aide selon Macron 10
- Espagne: catastrophe prévisible et inaction criminelle 16
- UE-Tunisie: une politique barbare contre les migrants 16

Il y a 70 ans

- Novembre 1954, le début de la guerre d'Algérie 11

Dans les entreprises

- Michelin - Cholet 12
- Martinique 12
- Airbus Atlantic - Nantes 13
- Hôpital de la Croix-Rousse Lyon 13
- Saint-Omer - RSA 13
- Grande distribution 14
- Carrefour - Givors 14
- Seine-Maritime: les travailleurs du commerce 14
- Aéroport de Toulouse - Blagnac 15

Agenda

- Cercle Léon Trotsky 3
- Fêtes régionales 3

Noyés par des dirigeants assassins

C'est aux cris « d'assassins » et sous des jets de boue que le roi d'Espagne, le chef du gouvernement et le président de région ont été accueillis par les sinistrés de Valence. Et pour cause !

Mardi 29 octobre, les habitants de la région ont vu leur vie basculer sous des pluies torrentielles et meurtrières. Le dimanche, l'écrasante majorité des sinistrés restaient livrés à eux-mêmes, ne pouvant compter que sur l'élan de solidarité de la population venue les aider. Alors, oui, ils ont dit leurs quatre vérités à ceux qui se prétendent des dirigeants, et ils ont eu bien raison !

Cette tragédie n'est pas « la faute à pas de chance ». De nombreux morts auraient pu être évités si l'alerte rouge avait été déclenchée de façon préventive. Alors que l'agence météo avait averti du danger dès le matin à 8 heures, les autorités de la province n'ont alerté qu'à 20 heures, alors que les rues s'étaient déjà transformées en torrents.

Pourquoi? Parce que l'alerte rouge aurait conduit à fermer les établissements publics et les entreprises et à renvoyer les salariés chez eux. Autrement dit, c'était un jour gâché pour le commerce et les affaires.

Il y a un an, la présidente de la région de Madrid avait été très critiquée pour avoir déclenché l'alerte rouge alors que les précipitations avaient finalement épargné la capitale. Les milieux patronaux l'avaient accusée d'avoir péché par excès de prudence. Eh bien, les salariés ont travaillé toute la journée du 29 octobre, et des dizaines d'entre eux sont morts noyés en voulant rentrer chez eux !

La même course au profit engendre le même aveuglement vis-à-vis du réchauffement climatique, principale cause du problème. Cela fait trente ans que les climatologues alertent sur le chaos climatique engendré par le réchauffement de la planète. Trente ans que les chefs d'État négocient, tels des marchands de tapis, leurs engagements pour réduire les gaz à effet de serre. Et trente ans qu'ils piétinent leurs promesses.

Aujourd'hui, le chaos climatique est là. Il a frappé Valence en Espagne, et, comme on l'a vu en Ardèche et dans le Pas-de-Calais, il ne nous épargne pas. Le pire est à venir parce que les dirigeants actuels de la société, la bourgeoisie qui domine toute l'économie, sont incapables de faire le nécessaire pour freiner le changement climatique.

Les capitalistes considèrent la moindre norme ou contrainte écologique comme une entrave

à la rentabilité et à la compétitivité, comme un handicap insupportable dans la concurrence internationale. Et ils obtiennent gain de cause. Aujourd'hui, les trusts de l'agrobusiness continuent la déforestation, et Total, Shell et Cie vont faire des forages de pétrole dans les eaux libérées de la banquise. À côté de ça, les gouvernants culpabilisent la population et lui font la leçon sur les façons de consommer ou de se déplacer !

Les serviteurs et les profiteurs du capitalisme nous mènent au précipice parce que leur système n'a qu'un seul but : l'accumulation de capital au travers de l'exploitation forcée des hommes et de la nature. Tout le reste passe après : la vie des hommes, comme l'avenir de la planète.

Ce sont les lois du profit, du marché et de la concurrence qui décident ce qui sera produit, où et comment. Les produits de luxe comptent autant que la production de nourriture, les ventes d'armes autant que les médicaments. Des marchandises similaires peuvent faire des milliers de kilomètres et se croiser sur les routes. C'est un gaspillage inouï d'énergie, de ressources et de travail humain.

Au lieu de cela, il faudrait planifier et rationaliser la production et l'échange en fonction des besoins de l'humanité toute entière. Ce n'est pas utopique car les moyens existent pour cela. Ils existent même à l'échelle planétaire.

Ces outils de production et de planification planétaires sont aujourd'hui contrôlés par les actionnaires des multinationales comme TotalEnergies, BNP Paribas, Volkswagen, Nestlé, Arcelor, Amazon, Google, le géant des mers CMA CGM, les compagnies de satellites... Entre les mains des travailleurs, gérés démocratiquement et collectivement, ils seraient

de formidables moyens pour résoudre les problèmes qui se posent à l'humanité, la crise climatique mais aussi le sous-développement et les monstrueuses inégalités.

La perspective d'une organisation communiste de la société est l'unique espoir de mettre les moyens existants au service de l'humanité et de la préservation de la planète.

Le capitalisme n'est pas une fatalité ni une donnée naturelle. Il a été construit et il est défendu par une classe sociale, la grande bourgeoisie, qui en profite. Le monde du travail a toutes les raisons de vouloir sa disparition. Aussi lointaine qu'elle puisse paraître, la révolution communiste reste d'une urgence absolue.

Nathalie Arthaud



Le roi d'Espagne chahuté pendant sa visite à Paiporta, près de Valence.

Retailleau : le narco-démagogue

Jeudi 31 octobre, à Poitiers lors de la soirée d'Halloween, un adolescent de 15 ans a été tué par des coups de feu tirés dans un kebab et quatre autres jeunes ont été blessés. Ce meurtre semble avoir été commis par trois individus liés au trafic de drogue.

L'enquête indique qu'il n'y a pas eu de rixe entre bandes, qu'il n'y avait qu'une cinquantaine de jeunes sur place et que le jeune assassiné n'avait aucun problème de délinquance. Il avait dit à sa mère vouloir s'acheter un sandwich et s'est retrouvé au mauvais endroit, au mauvais moment.

Mais la version du ministre de l'Intérieur n'a rien à voir avec les faits. Loin de s'émouvoir de cette mort dramatique, le ministre l'a utilisée pour sa propre propagande. Il a diffusé dans les médias une version évoquant une rixe entre bandes impliquant entre 400 et 600 personnes, équipées de

« toutes sortes d'armes. » Et Retailleau de fustiger les « narcoracailles », parlant d'un « point de bascule » dans le trafic de drogue, avec un risque de « mexicanisation » du pays.

Mensonges, récupération scandaleuse et amplifications lui servent à emballer ses inutiles discours. Car il n'a aucune solution à offrir face aux problèmes bien réels de la drogue et des violences qui ravagent bien des quartiers et endeuillent des familles. Comme tous les gouvernements précédents, il ne sait que promettre de nouvelles lois répressives, alors que les anciennes n'ont rien changé. Désormais

Retailleau montre aussi du doigt les consommateurs, les accusant d'avoir du sang sur les mains et menace de sévir encore plus contre les dealers des quartiers.

Mais tout cela n'est que la partie émergée de l'iceberg, la partie visible d'un trafic international dont les vrais responsables, les vrais criminels ne portent pas casquette ni jogging mais des costumes d'hommes d'affaires. Le commerce de la drogue est l'un des plus lucratifs du monde. Il n'existe qu'avec la complicité de bien des banques qui blanchissent l'argent, de bien des dirigeants haut placés dans la police ou la justice. Mais ce n'est jamais dans cette direction que le doigt accusateur de Retailleau et de ses semblables est pointé. Car dans cette direction ils ne savent que s'incliner.

Charles Legoda



La xénophobie en bandoulière

Dans une circulaire adressée aux préfets le 29 octobre, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, appelle à durcir encore les mesures prises à l'encontre des travailleurs immigrés, qu'ils aient des papiers ou pas.

Il ne lui suffit pas que le gouvernement ait déjà annoncé une nouvelle loi contre l'immigration en 2025. Retailleau n'existe que par son hostilité affichée aux travailleurs étrangers. Sa circulaire liste toute une série de recommandations destinées aux préfets pour mieux « amplifier et systématiser » les mesures d'éloignement des étrangers, avec pour mot d'ordre : « éloignez plus et régularisez moins ». Le document précise que « ces orientations visent tant les travailleurs en situation régulière (...) que ceux en situation irrégulière ».

Toutes ces mesures ne sont pas nouvelles. Leur amplification vise à rendre la vie de ces travailleurs toujours plus difficile. Ainsi, les délais pour le renouvellement d'un titre de séjour sont passés à deux voire quatre mois dans nombre

de préfectures. Bien des travailleurs immigrés vivent donc une partie de l'année sans titre de séjour valide, malgré les heures d'attente passées devant les préfectures et les démarches réalisées en temps et en heure. Cette situation les rend d'autant plus vulnérables vis-à-vis des patrons et des propriétaires de logement.

Plus le gouvernement multiplie les mesures anti-ouvrières, plus le ministre de l'Intérieur agite son obsession contre l'immigration. Il accuse les travailleurs immigrés de tous les maux pour en faire des boucs-émissaires aux yeux du reste de la population. Pendant ce temps, les patrons bien français licencient et poussent vers la misère des milliers de travailleurs, français comme étrangers.

Marlène Stanis

Budget : cirque parlementaire et vraies attaques

Rarement le Parlement n'a autant mérité le qualificatif de moulin à paroles que depuis le lancement de la discussion sur le budget.

De l'extrême droite au NFP, les groupes parlementaires déposent des milliers d'amendements et crient victoire quand l'un d'entre eux est adopté contre l'avis du gouvernement. Mais ils savent tous que le gouvernement pourra en définitive faire passer son propre budget à coup de 49-3 et donc sans vote, comme c'était déjà le cas en 2023. La fin de la récréation sera alors sifflée.

Ce n'est donc pas tant au parlement qu'il faut déceler les mesures effectivement en préparation contre le monde du travail, mais dans les projets et déclarations du gouvernement. Celui-ci a déjà annoncé le gel

des pensions de retraite pendant six mois, le relèvement de la taxe sur l'électricité, la baisse de cinq milliards dans les budgets des collectivités territoriales, la baisse des remboursements des consultations médicales, la suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale. Il a ajouté fin octobre l'instauration de trois jours de carence en cas de maladie et la baisse de 10 % des indemnités journalières dans la fonction publique.

Dans une interview aux Echos, le ministre de l'Économie, Antoine Armand, a ajouté de nouvelles menaces pour les travailleurs comme la suppression d'un

jour férié, tout en donnant de nouvelles garanties au patronat. Par exemple, le pacte Dutreil, une des niches fiscales préférées des riches, permet aux actionnaires de transmettre leurs capitaux à leurs enfants en quasi-franchise d'impôts, par donation ou succession. Le fisc refuse d'évaluer sérieusement son coût, mais selon le Conseil d'analyse économique, il oscillait déjà entre 1,6 et 2 milliards par an en 2019. Cette somme est en tout cas supérieure au 1,2 milliard que le gouvernement veut récupérer aux dépens des millions de travailleurs de la fonction publique en cas d'arrêt maladie. Mais le ministre a écarté toute remise en cause du pacte Dutreil, tout comme du Crédit impôt recherche, dont bénéficient les grands groupes pour un montant de plus de sept milliards d'argent public par an.

« L'impôt saigne le malheureux. Nul devoir ne s'impose aux riches. Le droit des pauvres est un mot creux. » Ces paroles de *L'Internationale* s'appliquent parfaitement au budget sauce Barnier.

Christian Bernac



Cercle Léon Trotsky

Le système de santé, malade de la financiarisation

Samedi 23 novembre à 15 heures

Théâtre de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Fêtes régionales

Caen

Samedi 16 novembre de 15 heures à 23 h 30

Maison de quartier de la Folie-Couvrefief, place Dom Aubourg

débat avec Nathalie Arthaud à 18 heures

Compiègne

Samedi 16 novembre à partir de 16 heures

461, rue de la République à Margny-lès-Compiègne



Retraites : ça ne se jouera pas à l'Assemblée

L'Assemblée nationale a rejeté, jeudi 31 octobre, la proposition de loi présentée par le Rassemblement national visant à revenir sur la réforme Borne portant l'âge de départ à la retraite à 64 ans.

Ayant promis à ses électeurs des classes populaires qu'il abrogerait cette réforme des retraites s'il arrivait au pouvoir, le RN voulait faire mine de rester fidèle à sa promesse en proposant de revenir au départ à 62 ans. Il s'agissait aussi d'une opération politique visant à mettre en difficulté la gauche car le texte, tel qu'il avait été initialement rédigé, proposait

de ramener à 42 annuités la durée de cotisation requise pour une retraite à taux plein, au lieu de 43 annuités depuis la loi Touraine, votée en 2014 sous la présidence de Hollande.

De la part des députés lepénistes, il s'agissait d'une simple manœuvre. La machinerie parlementaire est en effet conçue pour pouvoir empêcher l'adoption d'une loi susceptible de nuire aux



Manifestation contre la réforme des retraites en décembre 2019.

intérêts de la bourgeoisie. Ainsi, les articles revenant sur les réformes des retraites ont été supprimés par une commission, celle des affaires sociales, constituée de onze députés. La présidente de l'Assemblée a pu ensuite s'opposer à leur rétablissement au nom de l'article 40 de la Constitution,

censé empêcher les députés de grever les finances publiques en décidant d'une mesure sans l'accompagner d'un financement.

Si le texte proposé par le RN avait été adopté par l'Assemblée, il aurait d'ailleurs été rejeté par les sénateurs, majoritairement de droite. Et c'est sans compter tous les moyens que la Constitution donne au gouvernement pour imposer des mesures, même quand il ne dispose pas de majorité parlementaire.

Tout cela, les députés du RN le savaient parfaitement, et leur seul objectif était de pouvoir entretenir une posture vis-à-vis de leur électorat. Pour les mêmes raisons, ils ont annoncé qu'ils voteront la proposition d'abrogation de la réforme des retraites

de Macron, qui devrait être présentée le 28 novembre par le NFP, sachant que ce texte n'a pas plus de chance d'aboutir.

Ce cirque à l'Assemblée ne pourra rien apporter aux travailleurs, et certainement pas la remise en cause des régressions sociales imposées ces dernières années par les gouvernements au service de la bourgeoisie. Et tout en se livrant à ce genre d'opération à visée électorale, Le Pen et Bardella multiplient les gestes et les déclarations pour assurer le grand patronat qu'ils sauront gérer d'une façon responsable les finances publiques, « *préservant l'équilibre du système des retraites* », autrement dit qu'ils sauront, eux aussi, s'attaquer aux travailleurs.

Marc Rémy

Planification écologique : un déluge de mots creux

Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition écologique du gouvernement Barnier, a présenté lundi 4 novembre la « programmation pluriannuelle de l'énergie » et la « stratégie nationale bas carbone ».

Ces documents sont censés expliquer comment faire baisser de 50 % les émissions de CO₂ d'ici à 2030.

Urgence climatique oblige, la publication de ces documents au nom ronflant est inscrite dans la loi. Mais l'obligation s'arrête visiblement à la publication des intentions et des objectifs. Car pour ce qui est de se donner les moyens de les atteindre, on est vraiment loin du compte !

Le document stratégique détaille les scénarios attendus pour 2030 dans chaque secteur d'activité, du bâtiment aux transports, en passant par l'industrie. Concernant les transports par exemple, on y apprend qu'en 2030, 90 % des bus neufs et 66 % des véhicules personnels devront être

électriques, que l'utilisation de carburants de synthèse et de biocarburant pour le transport aérien et maritime aura tant progressé que les émissions de ces deux secteurs ultrapolluants baisseront de près de 15 %, que les pistes cyclables se seront généralisées, que le covoiturage sera devenu la norme...

On revient brutalement à la réalité quand il s'agit des moyens prévus pour que le rêve écologique devienne réalité. Car les scénarios envisagés impliqueraient de lourds investissements dans bien des domaines, par exemple pour changer la flotte aérienne ou navale. La réponse des capitalistes est connue : ils veulent bien empêcher des aides du gouvernement pour la transition

écologique, financer de beaux spots publicitaires vantant leur conscience verte, promettre de replanter un jour des arbres en Amazonie pour compenser le saccage de la nature aujourd'hui, et même vanter des « investissements verts » pour une spéculation responsable. Mais pas question d'écorner les profits d'aujourd'hui pour sauver la planète de demain !

Le gouvernement lui-même y croit si peu que son projet de budget 2025 prévoit la baisse des aides destinées à l'achat de véhicules moins polluants, à l'isolation des maisons et à la lutte contre les passoires thermiques. Heureusement pour la ministre, il reste la « responsabilité individuelle de chacun » et elle pourra continuer à vanter les mérites de la sobriété énergétique à des ménages qui n'ont de toute façon plus les moyens de se chauffer.

La ministre a eu le culot d'argumenter sur l'urgence de baisser les émissions de gaz à effet de serre en précisant : « *On a tous en tête le drame de Valence* ». Devant tant d'hypocrisie et de mensonges, c'est surtout la manière dont les sinistres espagnols en colère ont accueilli les dirigeants responsables du drame qui vient à l'esprit !

Nadia Cantale

Jours fériés : hold-up en préparation

Le ministre de l'Économie, Armand, a déclaré vouloir augmenter « *par différentes formes la durée du travail* », qu'il estime insuffisante. Cela pourrait se traduire par la suppression d'un jour férié supplémentaire, comme l'ont préconisé Elisabeth Borne et un récent rapport sénatorial.

En 2003, le lundi de Pentecôte avait déjà été rayé de la liste des jours fériés, sous prétexte d'une « *journée de solidarité* », en clair le don d'une journée de travail gratuit. Depuis cette date, les patrons ont eu la possibilité de faire travailler ce jour-là ou bien de répartir les sept heures correspondantes sur l'année, ou encore de retirer automatiquement une journée de congé ou RTT. Les retraités ont eu droit à une ponction

sur leur pension. Cette journée, non rémunérée pour les salariés, compensée par le versement d'une contribution de l'employeur à la Caisse de solidarité pour l'autonomie, est ainsi censée servir à financer la prise en charge des personnes âgées ou handicapées. Les Ehpad et centres d'accueil des handicapés n'en voient pourtant guère la couleur.

La suppression d'un jour férié supplémentaire rapporterait 2,6 milliards d'euros à la Sécurité sociale, selon les estimations sénatoriales, grâce au fait d'imposer sept heures supplémentaires de travail non rémunéré aux salariés. Les patrons pourraient même y gagner, alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

C.B.



Hôpitaux : au régime sec

Au moment où le projet de budget de la Sécurité sociale est examiné à l'Assemblée, quatre syndicats des hôpitaux ont appelé le personnel à la grève à partir du 4 novembre.

Que ce mouvement soit visible ou non, suivi ou non, la situation dégradée de la santé est évidente, problématique dans bien des régions. Celle des hôpitaux, publics en particulier, l'est davantage d'année en année. Le personnel de santé lance l'alerte, là aussi depuis des années, et comme certains le font remarquer, après les applaudissements du temps de la pandémie, sont venues les coupes budgétaires, les menaces sur le salaire au travers des jours de carence en cas d'arrêt maladie, les insinuations sur l'absentéisme.

Avec le vieillissement de la population du pays, il faudrait 100 000 travailleurs

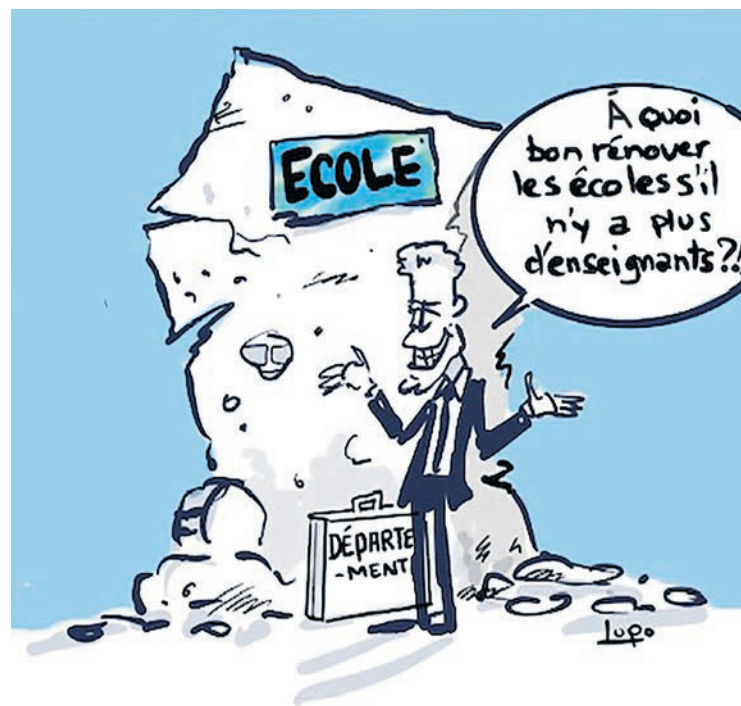
de plus dans le secteur des personnes âgées, selon un syndicaliste UNSA. Il faudrait également, un accès aux soins facilité, notamment dans les hôpitaux qui font souvent office de dernier recours, faute de médecins de ville. Alors, quand le gouvernement prévoit 5 milliards d'économies sur le projet de loi de finances de la Sécurité sociale, c'est évidemment la santé qui en pâtira. La hausse budgétaire limitée à 3,1 % pour les établissements publics en 2025, compte tenu de l'inflation passée et présente, signifiera des dépenses encore plus restreintes qu'en 2024.

Parmi les marqueurs significatifs, une statistique

récente montre que 4 900 lits d'hospitalisation complète ont disparu dans les établissements hospitaliers en 2023, en partie en raison de l'évolution des techniques opératoires, mais aussi parce que le personnel nécessaire fait défaut. « On a de plus en plus de personnes âgées qui ont besoin d'être hospitalisées, qu'on hospitalise parfois sur des durées trop courtes, qu'on renvoie trop tôt à domicile et qui reviennent aux Urgences parce qu'on n'a pas suffisamment de lits », a témoigné l'urgentiste Christophe Prudhomme au micro de France Info. Les 3 400 lits d'hospitalisation de jour, en ambulatoire, ouverts en 2023 ne compenseraient pas, selon d'autres soignants, l'absence de lits longue durée.

Il y a donc de quoi bouillir de colère à entendre la ministre Geneviève Darrieusecq pérorer, en déplacement à Albi : « Pour être franche, je suis agacée quand j'entends parler d'austérité, de catastrophe. » Ce n'est pas de l'agacement que ressent le personnel des hôpitaux, soignants, laborantins, ouvriers, employés ! Et ce n'est pas d'une telle suffisance que les travailleurs de la santé ont besoin, mais de milliers d'embauches et de salaires suffisants pour vivre.

Viviane Lafont



Éducation nationale : deux fois attaquée

Après l'annonce par le gouvernement des 4 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale, c'est au tour des collectivités territoriales de tailler dans le budget de l'école.

Les régions, les départements et les mairies sont chargés respectivement du bâti des lycées, collèges et écoles. Ces collectivités territoriales subventionnent également des projets éducatifs. L'État leur demande aujourd'hui une économie de 5 milliards d'euros, et c'est l'école qui va en faire les frais.

De nombreux départements ont déjà fait le choix de baisser les budgets de fonctionnement ou d'investissement des collèges. Par exemple, malgré une augmentation du nombre de collégiens, l'Essonne diminue le budget de fonctionnement des collèges publics de 430 000 euros, sur un total de 7 millions. Pourtant, le parc des établissements scolaires est ancien et près de 80 % d'entre eux doivent entreprendre des projets de rénovation. Ceux-ci risquent donc d'être reportés et des collèges vétustes de le rester.

D'autres conseils départementaux, du Nord ou de l'Essonne, ont diminué ou supprimé l'enveloppe du projet « Collégiens au cinéma » qui permet aux enseignants d'amener ceux-ci trois fois dans l'année au cinéma. Ailleurs, ce sont des projets de voyage qui sont annulés. Face à la baisse des dotations de l'État, il est

évident que les petites communes, prises à la gorge, sont contraintes de repousser des projets de rénovation pour l'école. Mais pour les départements il s'agit aussi d'un choix privilégiant les aides aux entreprises. À l'instar de l'État, en effet, les départements arrosent aussi de multiples manières les patrons, petits et grands, à travers l'aide à l'immobilier d'entreprises, par exemple.

Quant aux conseils régionaux, leur budget sera annoncé en janvier mais d'ores et déjà, les salariés de l'Éducation nationale peuvent craindre des baisses importantes ou de nouveaux reports de projets.

Chaque année, les régions mettent le chauffage de plus en plus tard dans les établissements. De nombreux lycées vétustes en Île-de-France, comme Blaise-Cendrars à Sevran ou Paul-Éluard à Saint-Denis, attendent une rénovation depuis des années. Comme les départements, les conseils régionaux font le choix de retarder les travaux et de laisser les élèves et salariés de l'Éducation nationale subir des températures de 12 °C dans les salles en hiver ou voir des plafonds tomber en morceaux.

Aline Urbain



Morts dans la rue : chaque année plus nombreux

Selon le rapport annuel du collectif Les Morts de la rue, 735 personnes sans domicile fixe sont mortes en 2023, un nombre sans précédent puisque 624 décès avaient été recensés en 2022.

Encore faut-il prendre ces chiffres avec précaution, ils sont certainement sous-estimés, vu l'absence de domicile des victimes. Près de neuf morts sur dix sont des hommes, et l'âge moyen des décès est de 49 ans, contre près de 80 ans pour le reste de la population.

Cette hausse importante du nombre de morts dans la rue est en rapport avec la hausse constante – et rapide – de celui des sans-abri, qui a doublé en une décennie et est estimé actuellement à 330 000 hommes

et femmes. Ce chiffre n'a rien de surprenant quand on constate que la grande pauvreté gagne sans cesse du terrain : après la perte d'un emploi vient le chômage, dont les allocations ne durent qu'un temps, et l'impossibilité de trouver un logement bon marché quand on n'a, au mieux, que le RSA pour survivre.

À cela s'ajoute la politique du gouvernement qui, par sa loi contre l'occupation illicite des logements, jette à la rue les occupants de locaux pourtant abandonnés. En outre, pour ne pas que les

touristes puissent côtoyer les pauvres, des arrêtés préfectoraux interdisent les distributions alimentaires dans les rues, comme par exemple à Calais ou dans certains quartiers de Paris.

La réquisition des logements vides serait une mesure d'urgence nécessaire en attendant que d'autres logements, aux loyers accessibles, soient construits. Personne ne devrait être contraint de dormir, voire de mourir dans la rue quand, à l'autre bout de l'échelle, des parasites étalent leur richesse sans vergogne. Mais c'est une mesure que le gouvernement comme ceux qui se sont succédé avant lui, n'envisage même pas.

Marianne Lamiral

Sans-papiers – Alfortville : **une expulsion révoltante**

Jeudi 31 octobre, le piquet de lutte des travailleurs sans papiers installé devant l'agence de Chronopost à Alfortville, dans le Val-de-Marne, a été détruit par les CRS et ses occupants expulsés.

Ce campement, établi depuis décembre 2021 et qui a regroupé jusqu'à 200 travailleurs, était un point de rassemblement qui leur permettait de s'organiser afin d'obtenir le respect de leurs droits et leur régularisation.

Il était environ 8 heures lorsque plusieurs cars de

CRS sont arrivés à la hauteur du campement, suivis de camions et de bennes à ordures. Dès le périmètre bouclé, la démolition a commencé. Beaucoup de ceux qui dormaient là étaient déjà partis au travail, mais il restait des occupants, qui ont été refoulés derrière les barrières installées par les CRS

et ont assisté, impuissants et la rage au cœur, pendant de longues heures, à la destruction de leur camp. Tentes, bâches, duvets, effets personnels, tout était broyé et jeté pêle-mêle dans une noria de camions-bennes qui allaient se succéder jusqu'à 16 heures.

Bien que conscients des menaces d'expulsion qui pesaient sur eux depuis plusieurs mois, des occupants ont été surpris par l'intervention soudaine des forces

de police. Elle s'est faite sans aucune publication préalable, contrairement à ce qu'exige la loi, sans même prévenir les organisations déclarantes de ce campement établi pourtant en toute légalité.

L'avis d'expulsion signé du maire d'Alfortville n'a été placardé sur un poteau près du campement que... simultanément à l'entrée en action des CRS ! Bien entendu c'est la préfecture du Val-de-Marne qui est à la manœuvre, appliquant fidèlement la politique répressive de l'État et de Retailleau vis-à-vis des travailleurs sans papiers. Mais cette attitude scandaleuse du maire va avoir des conséquences catastrophiques pour des occupants. En effet, certains avaient, outre leurs effets personnels, laissé leurs papiers dans le camp faute d'endroit sûr où les garder. Prévenus sur leur lieu de travail par des amis, certains sont arrivés trop tard, tous leurs documents ayant

fini à la benne. L'un d'entre eux, totalement désespéré, a perdu l'intégralité du dossier qu'il avait constitué pour sa demande de régularisation, y compris son passeport. Interrogé par des travailleurs sans papiers qui lui demandaient comment ils pourraient peut-être récupérer leurs papiers, un représentant de la préfecture leur répondait laconiquement : « *C'est impossible, tout est dans les bennes, on ne pouvait pas trier.* »

Peu après 16 heures, le dernier camion-benne parti, les balayeurs sont entrés en action, tout était net et « l'ordre républicain » rétabli. La préfète peut être satisfaite. Des travailleurs sans papiers sont restés près du campement encore quelques heures et, bien qu'accablés, discutaient déjà des actions à mener dans les jours suivants. Leur lutte devra continuer, ils n'ont pas d'autre choix.

Correspondant LO



Les sans-papiers refoulés par les CRS pendant que leur piquet de lutte est détruit.

Manifestons le 8 novembre !

Plusieurs collectifs de sans-papiers appellent à manifester à la suite des propos haineux tenus par le ministre de l'Intérieur contre les étrangers.

Ces propos s'accompagnent de directives qui ont des conséquences graves pour les travailleurs immigrés, en premier lieu les sans-papiers. L'évacuation par la force du piquet des travailleurs sans papiers de Chronopost à Alfortville en est un exemple révoltant.

Le gouvernement annonce une nouvelle loi immigration, plus dure encore que celle portée par Darmanin, qui avait été retoquée par le Conseil constitutionnel il y a un an. Il est question d'instaurer un « délit de séjour irrégulier » pour ceux qui, malgré le bouclage de frontières, arrivent à passer ; de multiplier les contrôles au faciès pour prononcer des OQTF ; de se donner les moyens de les appliquer en rendant les recours plus difficiles et en agrandissant les centres de rétention.

Le gouvernement mène tout une campagne contre l'AME (Aide médicale d'État), qui permet aux sans-papiers de se soigner, dans le but de la supprimer.

« Le gouvernement se moque tout autant de notre santé que de la santé des Français. Il n'y a qu'à voir l'état des Urgences dans les hôpitaux », écrivent les sans-papiers dans leur communiqué. *« Nous, les sans-papiers, faisons partie de la classe ouvrière française, nous vivons ici, nous travaillons ici. Les travaux les plus pénibles, c'est nous qui les faisons et les salaires les plus indignes,*

c'est pour nous. [...] Nous ne sommes pas des problèmes, nous sommes des Humains. »

Laisser l'État s'attaquer aux travailleurs immigrés, aux sans-papiers, c'est laisser attaquer une partie du monde du travail. La lutte des travailleurs sans papiers pour leurs droits et pour leur régularisation est celle de tous les travailleurs.

La manifestation partira de la place Gambetta vendredi 8 novembre à 16 heures, en direction de la DGEF, 20 rue des Pyrénées, Porte de Vincennes.



Libanais réfugiés : pas vraiment accueillis

« À chaque épreuve nous nous tenons à vos côtés, fidèlement, fraternellement » : tels étaient les propos de Macron le 19 septembre, dans un discours intitulé « Libanaises, Libanais, mes chers amis », suite à l'offensive israélienne.

Les Libanais qui sont présents sur le territoire français avec un visa touristique ou un titre de séjour ont l'occasion de mesurer ce que valent les paroles macroniennes.

Rien n'est prévu pour leur donner une suite. Au point que certains Libanais ont déjà dû repartir pour ne pas se retrouver immigrants illégaux.

Les cas dont la presse a fait l'écho sont des parents de Franco-Libanais, venus en visite en France. Certains d'entre eux ne peuvent plus retourner dans leur quartier de Beyrouth, du fait des bombardements. Ils se retrouvent sans possibilité de se loger en France ni au Liban. Le ministère de l'Intérieur, parfaitement conscient du problème, se refuse à prendre une décision d'ensemble, et les renvoie

aux préfectures, dont on connaît les délais. Il s'agit donc bel et bien, pour le gouvernement, de continuer à montrer non seulement aux Libanais, mais à tous les habitants de pays en guerre, qu'il est vain de compter sur une quelconque bienveillance de sa part.

Cette politique, aussi choquante soit-elle, n'est pas nouvelle. Lors du retour au pouvoir des talibans en Afghanistan en 2021, la France, comme les autres pays riches, avait abandonné jusqu'aux employés afghans de sa propre armée.

Pendant que Macron péroré sur la paix, le gouvernement français renvoie peut-être vers la mort des gens dont le seul crime est de ne pas avoir le bon tampon sur le bon papier.

Thomas Baumer

Fermetures d'entreprises : **une guerre de classe**

De la mise en liquidation de petites entreprises à la fermeture d'usines ou de magasins appartenant à des groupes riches, les suppressions d'emplois se multiplient, jetant des dizaines de milliers de travailleurs au chômage.

Le 15 octobre, le cabinet Altarès publiait son bilan : au troisième trimestre 2024, 13 400 entreprises ont été mises en faillite ou en redressement judiciaire, un chiffre en hausse de 20 % en un an, faisant disparaître 52 000 emplois. Sur un an, 66 000 entreprises ont mis la clé sous la porte, un record depuis quinze ans. Si beaucoup de ces entrepreneurs sont en fait des petits commerçants, des artisans ou des auto-entrepreneurs pris à la gorge, bien d'autres, et parfois les mêmes, sont des sous-traitants ou des prestataires de grands groupes riches qui taillent à la hache dans les emplois. Ainsi le 5 novembre, Michelin et Auchan annonçaient la fermeture de deux usines

et de plusieurs magasins, rayant au moins 3 500 emplois de la carte. Dans la chimie, le bâtiment, l'aéronautique, des groupes comme Vencorex, Bouygues, Airbus ont annoncé des milliers de suppressions d'emplois avec toutes les conséquences pour les bassins économiques concernés.

À chaque fois, les patrons et les commentateurs invoquent, pour justifier la saignée, la chute des ventes, le coût de l'énergie, un changement des modes de consommation ou la concurrence. Toutes ces raisons existent car le capitalisme est une jungle où les plus gros mangent les plus petits. Dans un marché mondial saturé où les guerres rebattent les cartes entre les pays, la



Grève à l'usine Michelin de Cholet où 900 salariés sont menacés de licenciement.

rivalité fait rage entre capitalistes pour conserver leurs parts de marché et accroître leurs profits. L'inflation et les salaires bloqués, qui réduisent le pouvoir d'achat des classes populaires, se répercutent sur le commerce. Mais toutes ces explications sont instrumentalisées par le patronat, relayé par les médias qu'il possède, pour justifier d'aggraver l'exploitation des travailleurs.

Or dans la guerre permanente entre capitalistes, il n'y a aucune raison que les travailleurs acceptent d'être sacrifiés. Ils n'ont pas à devoir travailler plus, à perdre un centime sur leur paie ou à laisser un seul d'entre eux, embauché, CDD ou intérimaire, être jeté au chômage pour permettre aux actionnaires d'accroître leurs profits. Car ceux qui sont à l'origine des suppressions d'emplois, y compris des faillites d'une myriade de petites entreprises, ce sont les grands groupes qui se disputent le marché mondial.

Et ceux-là sont pleins aux as : Michelin a fait 2 milliards d'euros de profits en 2023 ; Stellantis, qui se prépare à fermer des usines dont celle de Poissy, a accumulé 6 milliards d'euros de profits pour le seul premier semestre 2024 ; Airbus, qui

veut supprimer 2500 emplois, a fait 825 millions d'euros de bénéfices en six mois. Et même quand ils annoncent des résultats en baisse, comme Casino ou Auchan, les familles propriétaires ont accumulé des fortunes au cours des décennies précédentes.

Pour ne pas être privés de leur seul moyen d'existence, les travailleurs doivent imposer la répartition du travail disponible entre tous, sans perte de salaire. Pour financer ces mesures vitales, ils doivent imposer aux grandes familles bourgeoises de rendre les milliards accumulés au cours des décennies précédentes comme résultat de l'exploitation. Pour montrer que cet argent existe, ils doivent exiger la levée du secret des affaires comme du secret bancaire.

Xavier Lachau

Logement : pas de trêve pour la crise

La trêve hivernale, qui reporte au 1^{er} avril prochain les expulsions locatives, apporte un soulagement à des centaines de milliers de personnes, mais pas une solution.

« Beaucoup de personnes pensent que pendant la trêve hivernale, tout s'arrête mais c'est faux », note *Le Figaro*. Les propriétaires n'ont pas le droit de mettre à la rue les locataires mais ils peuvent tenter contre eux une action en justice afin d'être fin prêts au 1^{er} avril quand se

rouvrira la période des expulsions. Ainsi, cette trêve n'est qu'un simple report et, en 2023, 21 500 ménages ont été expulsés par la force, soit une hausse annuelle de 23 %, plus qu'un triplement en vingt ans. C'est sans compter les ménages partis d'eux-mêmes avant

l'intervention de la police et ceux qui donnent une priorité au loyer mais ensuite n'ont plus assez pour vivre.

Autant dire que la précarisation des emplois et les bas salaires, basses allocations et pensions, s'accompagnent d'un droit au logement de plus en plus incertain. Pour mettre fin à cette escalade, il serait logique d'interdire carrément les expulsions, mais l'État au contraire durcit sa politique répressive envers les locataires. La loi Kasbarian de juillet 2023 accélère les expulsions, facilite la résiliation du bail de location et considère les occupants sans titre d'un logement comme des squatters qui ne sont pas même protégés par la trêve hivernale.

En revanche, aucune mesure d'autorité n'est en vue pour faire que l'État construise directement, à prix coûtant, et donc à loyer abordable, les logements qui manquent alors que le marché de l'immobilier s'effondre et que le peu de logements construits sont bien trop chers pour ceux qui en ont le plus besoin.

Jean Sanday

Taxe d'habitation : tour de passe-passe en vue

Chassée par la porte, la taxe d'habitation pourrait bien revenir par la fenêtre sous un autre nom.

Catherine Vautrin, ministre du Partenariat avec les territoires, l'a laissé entendre dans une interview au journal *Le Parisien*.

Cette taxe, qui pesait sur les locataires et les propriétaires, a été supprimée progressivement entre 2018 et 2023. Emmanuel Macron avait alors promis de compenser « à l'euro près » la perte de ressources pour les communes. Comme chaque fois qu'un gouvernement utilise cette formule, l'État n'en a rien fait. L'Association des maires de France (AMF) chiffre la perte pour les finances locales à un milliard d'euros. Une partie

des maires ont donc choisi d'augmenter, parfois considérablement, la taxe foncière payée par les seuls propriétaires.

Face aux protestations des élus locaux, la ministre déclare aujourd'hui : « il faut réfléchir à une participation possible au fait de vivre dans la ville ou le village. Il n'y a rien de gratuit ». Elle va donc ouvrir une négociation avec l'AMF qui propose déjà un nom pour ce nouvel impôt : la contribution citoyenne au service public.

L'État n'est jamais à court d'idées pour faire financer par la population les centaines de milliards versés aux capitalistes qui, eux, ne se payent pas de mots.

Daniel Mescla



États-Unis : après la victoire de Trump et des républicains

Le 5 novembre, Trump a remporté nettement l'élection présidentielle et les républicains semblent également en mesure de l'emporter dans les deux Chambres du Congrès. L'administration Biden-Harris et les démocrates sont sanctionnés.

En 2020, Trump avait déjà une base électorale importante, avec 74 millions de voix, soit 12 millions de plus qu'en 2016. Les États-Unis comptent tout un électorat réactionnaire, pro-capitaliste et anticommuniste, parfois religieux, parfois raciste, ou un peu de tout cela à la fois. Cette fois-ci, Trump a élargi sa base, en gagnant non seulement la bataille du collège électoral, c'est-à-dire les grands électeurs, mais aussi celle du « vote populaire », avec peut-être 80 millions de suffrages. Il a sans doute bénéficié du bilan désastreux de l'administration Biden-Harris.

Si les plus riches ont beaucoup gagné ces dernières années, de nombreux Américains, en particulier dans les classes populaires, ont vu leur niveau de vie se dégrader, avec une inflation de 25 % en quatre ans et des salaires qui n'ont pas suivi. Des millions de personnes ont perdu leur travail et ont dû prendre deux, voire trois emplois précaires et mal payés. Dans les classes populaires, certains, faute de pouvoir payer un vrai logement, vivent dans une caravane, voire dans leur voiture. Des personnes âgées en sont réduites à distribuer des catalogues ou à dépendre de l'aide alimentaire. Certains travailleurs, désorientés, se sont donc rabattus sur Trump, pourtant leur ennemi patenté. L'absence d'un parti représentant leurs intérêts se fait sentir.

Le discours anti-migrants de Trump, y compris ses saillies les plus ordures et les

plus racistes, a sans doute aussi payé. Les États-Unis sont un pays d'immigration, et en même temps le racisme est au cœur de leur histoire : l'esclavage, la ségrégation, les mouvements anti-immigrés au 19^e siècle ou encore l'internement des Japonais-Américains pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'ont marquée. Aujourd'hui, alors que la condition des classes populaires se dégrade et que s'exprime la peur d'un certain déclassement, les Haïtiens ou les Sud-Américains deviennent parfois des boucs émissaires.

Trump une rupture politique ?

Trump s'est engagé dans ses discours à entreprendre la plus grande campagne d'expulsions de migrants de l'histoire du pays. Si la construction de frontières étanches, au sud et même au nord du pays, est illusoire et participe de la démagogie du milliardaire, la politique migratoire sera probablement durcie. Cependant, les États-Unis comptent quelque 45 millions d'étrangers, qui ne seront évidemment pas tous renvoyés. Dans de nombreux secteurs de l'économie, comme le bâtiment, les travaux publics, l'industrie agro-alimentaire, l'agriculture, le nettoyage ou la sécurité, le patronat a besoin des travailleurs immigrés. En revanche, une politique plus dure dégradera encore leur situation, et risque d'encourager le racisme au quotidien et les violences de la police et des milices qui patrouillent déjà à la frontière mexicaine.



BRIAN SNYDER REUTERS

Le droit à l'avortement a reculé en 2022, avec l'arrêt de la Cour suprême qui a autorisé les États à interdire l'IVG. Depuis, quatorze États républicains ont interdit l'avortement, et trois autres États l'ont interdit après les six premières semaines de grossesse, et Kamala Harris avait fait du droit à l'IVG un argument de campagne. Dans dix États, des référendums étaient organisés pour inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution de l'État, et dans sept cas sur dix, une majorité d'électeurs ont voté en ce sens.

Dans la guerre qui oppose la Russie à l'Ukraine, les dirigeants européens, qui ne sont pas avares de déclarations belliqueuses mais ont compté sur les États-Unis pour mettre la main à la poche, craignent que Trump impose à Zelenski un règlement négocié. Mais, malgré l'imprévisibilité de Trump et ses discours isolationnistes, les États-Unis ne cesseront évidemment pas de soutenir militairement leurs alliés et leurs pions. L'impérialisme américain ne peut renoncer à défendre ses intérêts, notamment face à la Chine dans le Pacifique et en Asie du Sud-Est. En outre, le militarisme fait tourner l'industrie de défense américaine, que Trump et les républicains soutiennent ardemment.

Au Moyen-Orient, Trump est un soutien inconditionnel d'Israël, mais Kamala Harris l'a été à sa manière avec Biden, et pendant la campagne elle a réaffirmé son soutien à la guerre d'Israël contre les Palestiniens, les Libanais et peut-être demain l'Iran. Il est d'ailleurs notable que, par

exemple dans le Michigan, de nombreux Arabes américains, parfois originaires du Liban ou de Palestine, ont refusé de voter pour elle, malgré leur détestation de Trump.

Et maintenant ?

Les milieux d'affaires ont l'habitude de l'alternance, et certains capitalistes financent les deux candidats, ou se sont gardés de tout soutien, à l'instar de Mark Zuckerberg (Meta) ou Jeff Bezos (Amazon). Au cours de la campagne, Harris a recueilli plus de fonds que son rival, sans doute parce qu'elle incarnait une forme de stabilité. Mais le milliardaire Trump était soutenu par de nombreux capitalistes, à commencer par Elon Musk. Le patron mégalomane de Tesla, X et SpaceX, qui a fait campagne pour Trump, est bien ingrat : sa fortune, qui

atteignait déjà 25 milliards de dollars en 2020, a été multipliée par dix sous Biden. Et puis, Trump a déjà été au pouvoir, et les capitalistes savent que leurs intérêts seront bien défendus.

Il est possible que le succès de Trump se traduise par un racisme plus décomplexé, divisant les travailleurs encore plus qu'ils ne l'étaient, en fonction de la couleur de leur peau, de leur nationalité, ou encore de leur date d'arrivée dans le pays, de nombreux immigrants plus ou moins anciens ayant même voté pour Trump. Une victoire de Harris n'y aurait pas forcément changé grand-chose, mais le fait qu'un homme qui compare les migrants à des animaux obtienne 80 millions de voix est un problème pour la classe ouvrière. Ces dernières années, elle n'a guère été présente politiquement. Les grèves dans l'automobile ou plus récemment chez Boeing, certes dispersées et menées par des directions syndicales bureaucratiques, ont néanmoins montré que les travailleurs américains peuvent se battre pour leurs intérêts, au moins sur le terrain économique. C'est là que réside le seul espoir, pour l'ensemble des classes populaires, de voir s'ouvrir d'autres perspectives politiques que cette éternelle alternance entre deux représentants de leurs exploiters.

Michel Bondelet



REUTERS

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 243 (novembre 2024)

- Gaza, Cisjordanie, Liban : la guerre sans fin des dirigeants israéliens
- Le Hezbollah libanais
- Répression coloniale en Nouvelle-Calédonie
- Élections aux États-Unis
- Algérie : le durcissement du régime
- Le business de l'espace
- Oskar Hippe

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



États-Unis : la fin de la grève chez Boeing

Dans les deux usines Boeing de la région de Seattle, la grève de 33 000 travailleurs prend fin. En deux mois, les grévistes ont fait reculer la direction sur une de leurs revendications principales : l'augmentation des salaires.

Confrontés, comme tous les travailleurs des États-Unis à une forte inflation, les salariés de Boeing revendiquaient 40 % d'augmentation pour les quatre prochaines années. Cela n'aurait même pas compensé le blocage des salaires qui dure depuis une dizaine d'années. Alors quand, début septembre, la direction a eu le culot de ne proposer que 25 % d'augmentation, ces travailleurs se sont rebellés. Les 33 000 salariés concernés l'ont désavouée par un vote à 96 % contre cette perte de salaire réel, bien que l'appareil syndical leur ait recommandé d'approuver cet accord au rabais.

La grève a commencé le 13 septembre. En sept semaines de conflit, cédant devant la force des grévistes, la direction a reculé plusieurs fois sur les salaires : elle a proposé 30 %, puis 35 % et enfin 38 % d'augmentation. Sur recommandation du syndicat, cette toute dernière offre a finalement été approuvée le 4 novembre à 59 %, ce qui met fin à la grève.

Une forte minorité – 14 600 travailleurs, compte

tenu de la participation à ce vote – voulait tout de même continuer la grève. En effet, l'autre revendication importante mais non satisfaite était le retour à un système de retraite d'entreprise garantissant un montant fixe de pension. En 2014, Boeing avait eu l'accord du syndicat pour que les nouveaux embauchés ne bénéficient plus de ce système financé par l'entreprise. À la place, ils n'ont plus droit qu'à une pension dépendant de ce qu'ils cotisent.

Durant les sept semaines du conflit, les grévistes ont résisté à des pressions multiples pour leur faire abandonner la lutte. Ils ont notamment été accusés d'avoir fait perdre 9,6 milliards de dollars à leur entreprise en cessant de travailler. Si cela est vrai, si en deux mois 33 000 salariés rapportent autant à leur patron, alors les grévistes avaient mille fois raison de revendiquer des hausses de salaires compensant l'inflation et une retraite fixe.

Le PDG de Boeing s'est félicité de la fin de la grève en déclarant aux employés : « Les



mois écoulés ont été difficiles pour nous tous, mais nous faisons partie de la même équipe. » Il n'a pas été démenti par le dirigeant du syndicat, qui lui a répondu : « La grève va prendre fin et il nous appartient maintenant de reprendre le travail (...) et de ramener cette entreprise sur la voie de la réussite financière. » Les actionnaires peuvent se féliciter d'avoir à faire à un syndicaliste si compréhensif de leurs intérêts.

En revanche, lorsque ce même dirigeant syndical a déclaré aux grévistes : « Vous

avez été forts, vous vous êtes dressés et vous avez gagné », certains n'ont pu que se rappeler qu'il leur avait dit deux mois auparavant qu'il ne croyait pas qu'une grève pouvait faire avancer leurs revendications. Il a été démenti par la force des travailleurs en lutte.

De son côté le président Biden s'est empressé de minimiser cette force en se félicitant lui-même : « Au cours des quatre dernières années, nous avons démontré que la négociation collective fonctionne.

Les bons accords profitent aux travailleurs, aux entreprises et aux consommateurs », a-t-il déclaré. Comme si le résultat était dû aux interventions de son administration, et non à la lutte des ouvriers de Boeing contre leur patron !

Ne lui en déplaise : ce que les grévistes de Boeing ont arraché à leur patron, ils le doivent uniquement à leur volonté de l'affronter au cours de cette grève. C'est là que réside leur véritable victoire.

Lucien Détroit

Les résultats du Working Class Party



Les candidats dans le Michigan. De gauche à droite, en haut : Jim Walkowicz, Andrea L. Kirby, Gary Walkowicz, Simone R. Coleman ; au milieu : Linda Green-Harris, Lou Palus, Mary Anne Hering, Suzanne Roehrig, Logan Ausherman ; au premier plan : Kathy Goodwin, Larry Darnell Betts, Liz Hakola, Marc DaSacco, Linda Rayburn, Hashim Malik Bakari.

Le Working Class Party défendait dans ces élections un programme de lutte pour la classe ouvrière américaine. Soutenu par l'organisation trotskyste The Spark, il présentait des candidats dans trois États, dont voici les résultats partiels, dans l'attente des résultats définitifs.

En Californie, Juan Rey, mécanicien dans les transports urbains de Los Angeles, candidat à la Chambre des Représentants des États-Unis dans le district 37, obtiendrait 21,5 % (29 707 voix) face à une candidate démocrate.

Dans l'Illinois, dans un district de Chicago, Ed Hershey, enseignant et candidat à la Chambre des Représentants des États-Unis, obtient 5 % des voix.

Dans le Michigan, sept candidats se présentaient à la Chambre des représentants des États-Unis. Liz Hakola (district 1) obtient 1,8 % des voix, Louis Palus (district 3) 1,4 %, Kathy Goodwin (district 8) 2 %, Jim Walkowicz (district 9) 2,6 % ; Andrea L. Kirby (district 10) 2,7 % ; Gary

Walkowicz (district 12) 2,3 %.

Mary Anne Hering était candidate au poste de secrétaire à l'Éducation du Michigan. Elle obtient environ 2,1 % des voix, soit environ 60 000. Six autres militants étaient candidats à des postes au sein de la Chambre des représentants de l'État.

La présence du Working Class Party est évidemment très limitée face aux dimensions des États-Unis, et ses résultats aussi. Cependant, c'est la démonstration qu'il est possible, dans la citadelle de l'impérialisme, de défendre une politique pour la classe ouvrière, contre les capitalistes et contre la sale politique de l'État américain.

M. B.

Moldavie et Géorgie : entre impérialisme et Russie

Alors que la guerre en Ukraine ne faiblit pas, deux autres régions de l'ex-Union soviétique ont fait l'actualité récente : la Moldavie, coincée entre la Roumanie et l'Ukraine, avec ses deux millions d'habitants et, dans le Caucase, la Géorgie qui en compte deux fois plus.

Les mêmes forces que l'on voit à l'œuvre en Ukraine viennent de s'y affronter dans le cadre d'un référendum et d'un scrutin législatif et présidentiel : la Russie et, en face, des forces pro-occidentales, soutenues par l'Union européenne (UE) et les États-Unis, qui veulent détacher de Moscou de nouveaux morceaux de l'ancienne URSS.

Car on ne comprendrait rien à ce qui est en jeu dans ces pays si l'on ignorait la volonté des puissances impérialistes d'y pousser toujours plus loin leurs pions, et cela depuis plus de trente ans.

À en juger par les commentaires dépités des médias français et européens sur les élections en Géorgie et en Moldavie, les choses ne s'y sont pas déroulées comme prévu. D'abord il y a eu la victoire assez large du camp prorusse en Géorgie, qui a rejeté la perspective de son intégration dans

l'UE. Puis, on a assisté à la victoire du « oui », mais d'extrême justesse, au référendum sur une future adhésion de la Moldavie à l'UE. Elle a été suivie, le 3 novembre, par la réélection d'une courte tête de la présidente moldave pro-occidentale, Maia Sandu.

Alors que depuis 2009 l'UE a conclu un « partenariat oriental » avec six pays issus de l'effondrement de l'URSS, dont l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, il n'a pas fallu plus qu'une défaite électorale et l'incapacité à emporter haut la main deux scrutins pour que l'UE et les États-Unis hurlent à « l'ingérence » de la Russie dans ces élections.

Comme si l'UE, en la personne de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et des chefs d'État des trois pays baltes, eux aussi d'ex-républiques soviétiques, n'avait pas pesé dans la campagne pour le « oui » en Moldavie,



Le vote du 20 octobre, à Chisinau, en Moldavie.

campagne à laquelle ils ont participé sur place ! Comme si, aux électeurs moldaves se trouvant en Russie que le Kremlin a aidés à aller voter aux deux scrutins, n'avait pas répondu une mobilisation parallèle, mais bien plus importante en nombre, des électeurs moldaves vivant et travaillant en Europe de l'Ouest !

Le fait que la moitié de la population moldave vive dans l'émigration, surtout en Occident, témoigne de la misère dans laquelle a été plongé ce pays, déjà le plus pauvre de toute l'Europe. Point n'est besoin d'invoquer une ingérence étrangère pour comprendre pourquoi le camp pro-occidental a recueilli à peine plus de la moitié des suffrages. Les travailleurs moldaves ont pu se persuader, en quatre ans de présidence pro-européenne,

qu'ils n'avaient pas grand-chose de bon à en attendre.

Sur le papier, le « partenariat occidental » de l'UE se fixe, entre autres, pour objectif « d'édifier une économie plus forte », « d'améliorer l'environnement des investissements » et « de libérer le potentiel de croissance des PME ». Outre faire le bonheur des grands groupes occidentaux, cela a pu motiver les nantis locaux et les petits bourgeois rêvant d'enrichissement. Mais, pour les travailleurs, ces « réformes » se traduisent par des coupes sévères dans les services publics et la chute brutale de leur niveau de vie.

Il en va de même en Géorgie où le parti du Premier ministre pro-russe, le Rêve géorgien, a capitalisé sur son nom deux choses : le refus de la population de se laisser entraîner dans la

guerre – celle en Ukraine étant vue comme résultant de la volonté occidentale d'attirer ce pays dans son camp – et le bilan de la présidence Saakachvili. Sa politique de 2004 à 2013, plus pro-américaine que pro-européenne, avait provoqué une guerre avec la Russie – qu'il avait perdue ainsi que la province d'Ossétie du sud – et l'appauvrissement des classes populaires, sur fond de pillage accru des richesses du pays et de flambée de la corruption. Honni du plus grand nombre, menacé par la justice, Saakachvili a pris la fuite... pour aller servir le régime ukrainien contre la Russie. Ayant cru pouvoir rentrer en 2021, il a aussitôt atterri en prison. La « démocratie » façon UE a les représentants qu'elle mérite.

Pierre Laffitte

Liban : l'aide selon Macron

Jeudi 24 octobre, une conférence internationale pour le Liban s'est tenue à Paris. « La guerre doit cesser au plus vite », s'est exclamé Macron, qui en était le maître d'œuvre et voulait faire figure d'opposant résolu à l'escalade guerrière au Liban.

Après un appel de l'ONU pour rassembler des fonds d'urgence à destination des Libanais, l'Élysée a réuni quelque 70 États et des ONG. Huit cents millions

de dollars ont été promis, presque le double de ce que l'ONU attendait. Les 100 millions d'euros d'aides annoncés par Macron pour la France se voulaient une

démonstration de générosité face à la situation dramatique du Liban.

Macron avait déjà orchestré à Paris, il y a un an, une « conférence humanitaire internationale pour la population civile de Gaza ». On ne sait si le milliard de dollars collecté est parvenu aux Gazaouis, mais l'enclave est en tout cas devenue un enfer où l'aide humanitaire parvient très peu à la population et ne peut guère la soulager.

Avec plus d'un million de réfugiés et des milliers de victimes depuis le début des bombardements israéliens, tout indique que la guerre au Liban prend le même chemin. L'aide humanitaire paraît dérisoire, comme le sont les appels à un cessez-le-feu. Ils sont aussi hypocrites, car les

envolées de Macron sur la « souveraineté du Liban » et « la nécessité pour les Libanais de retrouver le contrôle de leur destin » ne peuvent faire oublier que les puissances impérialistes, dont la France, laissent les mains libres à Netanyahu depuis un an pour semer la barbarie, pour reprendre l'expression utilisée par Macron lui-même.

La conférence pour le Liban ne pouvait déboucher sur rien, puisque ni les États-Unis, ni Israël, ni l'Iran n'étaient présents. Elle a cependant servi d'alibi à Macron pour s'afficher en ami du Liban car l'impérialisme français a toujours voulu « peser sur son destin », même dans un second rôle. Le Premier ministre libanais, Najib Mikati, milliardaire

accusé de corruption, a reçu à l'issue de cette conférence l'engagement de Macron d'appuyer la formation et l'équipement de l'armée libanaise, à laquelle la conférence de Paris a promis une aide de 200 millions de dollars. Cette aide-là n'a rien d'humanitaire et vise évidemment à tenter de renforcer l'armée officielle une fois qu'Israël aura écrasé le Hezbollah, façon de compléter le travail de Netanyahu.

Pour les gouvernants français, les phrases sur la solidarité avec la population du Liban n'ont jamais servi que de couverture à leurs manœuvres pour jouer la partition de l'impérialisme français au Moyen-Orient. Macron est dans cette droite ligne.

Boris Savin



Dans un quartier de Beyrouth, le 1^{er} novembre.

Novembre 1954, le début de la guerre d'Algérie

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, le Front de libération nationale, FLN, déclenchait en plusieurs endroits du territoire algérien une série d'attaques de postes de police, de casernes, et d'attentats visant des installations industrielles, des usines appartenant à l'État ou à de gros colons.

Le FLN, une organisation créée peu de temps auparavant par des militants issus d'autres organisations nationalistes, déclarait cette nuit-là la guerre au pouvoir colonial. Celui-ci répondit, comme il l'avait toujours fait, par la répression, en commençant par des centaines d'arrestations. Le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, qui ne s'était pas encore affublé de l'étiquette socialiste, déclarait : « *L'Algérie c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne.* » Si le déclenchement de la lutte armée par les dirigeants du FLN, Rabah Bitat, Mostepha Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Mohamed Boudiaf, Krim Belkacem, Larbi Ben M'hidi, joua un rôle décisif, c'est que la situation était mûre pour la révolte contre ce pouvoir qui opprimait les Algériens depuis 124 ans.

L'oppression coloniale

Depuis longtemps le feu couvait sous la cendre dans ce pays divisé par l'administration française en trois départements, où Arabes et Berbères étaient traités depuis la conquête comme des populations de second ordre. Seule celle d'origine européenne jouissait vraiment de droits politiques. Le colonialisme français, qui s'était imposé depuis 1830 par le fer et par le feu, avait pillé au fil des décennies toutes les richesses. Les bonnes terres avaient été accaparées par de riches colons européens et de grandes

sociétés capitalistes, avec pour conséquence une paupérisation constante. Dans les villes, comme Alger, où les paysans affamés vinrent progressivement se regrouper dans des bidonvilles, la situation n'était pas meilleure que dans les campagnes. Le chômage était massif dans la population algérienne. Le salaire d'un Européen d'Algérie était vingt-huit fois supérieur à celui d'un Algérien. Quant aux infrastructures, routes, hôpitaux, écoles, censées être la preuve de l'œuvre civilisatrice de la France, dans des régions entières elles étaient inexistantes. En 1954, seuls 20 % des enfants algériens étaient scolarisés.

La lutte contre le colonialisme et le PC

Dans les années 1920, le Parti communiste, qui s'était créé dans l'enthousiasme de la révolution russe de 1917, s'affirmait sans ambiguïté pour l'indépendance. Il défendait la nécessité pour la population pauvre de s'organiser contre l'oppression coloniale, mais aussi contre l'oppression sociale, celle exercée en particulier par les grands propriétaires fonciers. C'est avec son soutien que fut fondée à Paris, en 1926, l'Étoile nord-africaine, dont Messali Hadj devint le dirigeant. Elle regroupait 3 600 militants en 1929.

La politique des partis communistes changea avec la dégénérescence de l'État ouvrier issu de la révolution

de 1917. Sous l'influence de Staline, le Parti communiste mena à partir de 1935 une politique d'alliance avec les partis bourgeois qui se concrétisa par la création du Front populaire. Parallèlement, le PC abandonna son combat contre le colonialisme, s'opposant même à l'idée d'indépendance. Le Parti communiste algérien, qui en était en fait une section, suivit la même évolution.

L'Étoile nord-africaine, après avoir soutenu le Front populaire en 1936, fut très vite déçue par son attitude vis-à-vis du problème colonial. Pour le Front populaire en effet, il n'était pas question d'accorder l'indépendance aux Algériens. Le projet Blum-Viollette, qui n'accordait pourtant l'égalité politique qu'à une très petite partie de la population algérienne, ne fut même pas adopté.

La répression coloniale, elle, s'intensifia. En 1937, Messali Hadj fut arrêté et son parti interdit par ce même gouvernement du Front populaire. Il dut se reconstituer sous le nom de Parti du peuple algérien, le PPA.

Mai 1945 : Sétif et la radicalisation du mouvement nationaliste

Après la Deuxième Guerre mondiale, les peuples colonisés revendiquèrent partout cette indépendance qu'on leur avait fait miroiter pour les mobiliser dans les conflits. En mai 1945, l'impérialisme français réagit par un massacre au soulèvement de milliers d'Algériens. Les estimations vont jusqu'à 40 000 morts. La région de Sétif en particulier fut



Six dirigeants du FLN à l'initiative de l'insurrection de 1954.

bombardée par l'aviation française dont le ministre, Charles Tillon, était un dirigeant du PCF. Celui-ci dénonça les « *nationalistes fascistes du PPA* ». « *Ce qu'il faut c'est châtier impitoyablement les organisateurs de troubles* » pouvait-on lire dans *l'Humanité* du 12 mai 1945.

Cette répression féroce fut une véritable rupture pour tous ceux qui aspiraient à plus de justice, à la liberté pour le peuple algérien : toutes les illusions dans un changement politique se dissipèrent. En mai 1954, l'armée française fut défaite à Dien Bien Phu par le mouvement indépendantiste indochinois, démontrant que vaincre le pouvoir colonial était possible. Cela finit de décider des militants issus du parti de Messali Hadj à passer à l'action armée.

L'indépendance, mais pas la fin de l'oppression sociale

Dès sa naissance le FLN s'était fixé comme objectif politique « *la restauration de l'État algérien souverain démocratique et social dans le cadre des principes islamiques* ». Si son but était de débarrasser l'Algérie du colonialisme, il n'était pas d'y instaurer un pouvoir des masses populaires, ni de renverser le capitalisme. Ses dirigeants représentaient

une petite bourgeoisie algérienne qui aspirait à avoir son propre État. Mostepha Ben Boulaïd par exemple, un des responsables du FLN, fils de petits propriétaires fonciers, était devenu, après la guerre, président de la corporation des marchands de tissus de l'Aurès et patron d'une petite minoterie. Durant la guerre déjà, les dirigeants du FLN posèrent les bases d'un appareil d'État tel qu'il puisse échapper à tout contrôle des masses algériennes, s'imposer à elles le jour de l'indépendance, et gouverner dans l'intérêt des possédants algériens.

Du fait de la trahison des partis ouvriers français, Parti socialiste et Parti communiste, qui s'étaient rangés du côté de leur propre impérialisme, et avaient refusé de mettre en avant l'indépendance de l'Algérie, le peuple algérien s'était retrouvé seul pour combattre la bourgeoisie française et n'avait pas eu d'autre choix que de se ranger derrière le FLN. L'indépendance fut acquise en 1962, après huit années d'une sale guerre qui avait fait au moins 500 000 morts et dévasta des régions entières. Ce fut pour le peuple algérien la fin de l'oppression nationale et la conquête d'une nouvelle dignité. Son émancipation sociale, elle, reste à conquérir.

Aline Retesse



En 1945, la répression à Sétif.

Michelin - Cholet : la guerre est déclarée

Mardi 5 novembre à 9 heures, la direction de l'usine Michelin de Cholet a réuni les quelque 1 000 salariés du site pour leur annoncer sa fermeture d'ici à juin 2025. Depuis, des travailleurs se relayent 24 heures sur 24 devant l'usine pour dire leur refus de se faire jeter à la rue.

Une fois la fermeture annoncée, près de 400 travailleurs se sont regroupés devant l'usine. Puis une partie d'entre eux se sont rendus au carrefour le plus proche, qu'ils ont occupé jusqu'à 13 heures. En début d'après-midi, ils sont revenus à environ 150 devant l'entrée, où ils ont décidé

d'assurer une présence permanente.

Ce que Michelin propose aux salariés qu'il veut licencier est indigne : une indemnité de 35 000 euros, dont chacun sait qu'elle ne permettra pas de tenir bien longtemps si le chômage se prolonge. Quant au prétendu « accompagnement à la



Assemblée générale des grévistes, mardi 5 novembre devant l'usine.

reconversion », il serait de 18 mois maximum, payé à 75 %, alors que les salaires entiers sont insuffisants pour vivre et que retrouver un emploi correct en si peu de temps n'est pas garanti. « Nous ne laisserons personne au bord du chemin », a osé le PDG, Florent Mene-gaux, dans son communiqué à l'AFP. Mais derrière les paroles mielleuses sur

les « solutions sur mesure », il s'agit bien d'une déclaration de guerre.

Pour gagner du temps, le patron a mis tous les travailleurs du site en « absence indemnisée » jusqu'au lundi 11 novembre. Et pour que la production reprenne le 12, il promet une prime de reprise de 600 euros. Mais que vaut cette primette quand on va perdre son gagne-pain ?

Les ouvriers rassemblés devant l'usine ont commencé à parler de se mettre en grève à partir du 12, afin d'obliger la direction à lâcher beaucoup plus que des miettes. Celle-ci voudrait que la saignée se fasse sans heurts. Mais bien des travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et sont déterminés à engager la riposte.

Correspondant LO

Une lutte qui peut devenir celle de tous

Quel travailleur aujourd'hui peut se dire à l'abri du licenciement ? Et qui n'est pas confronté aux pressions et chantages patronaux ? Le 5 novembre, les salariés d'Auchan apprenaient eux aussi qu'ils étaient sur la sellette, avec 2 400 postes menacés !

La déclaration de guerre faite par Michelin à Cholet concerne d'ailleurs l'ensemble des 18 000 salariés dans le pays. Le 5 novembre, les 300 ouvriers du site de Vannes ont eux aussi appris la fermeture prochaine de leur usine. Et la direction vient d'imposer trois semaines de chômage forcé à Troyes et au Puy-en-Velay, et des congés obligatoires aux Gravanches près de Clermont-Ferrand. Au-delà des frontières, Michelin est d'ailleurs en train de fermer deux usines en Allemagne, après en avoir fermé deux aux États-Unis.

À Cholet même, tous les travailleurs de la ville peuvent se sentir concernés,

comme ceux de Thalan, Nicoll ou Charal, et la question d'une manifestation commune se pose. Dans la bataille pour sauver leur peau, les salariés de Michelin Cholet ont bien des alliés potentiels, notamment les ouvriers de la région Pays de la Loire eux aussi menacés de perdre leur emploi, comme ceux de Saunier Duval à Nantes et ceux de Valeo à La Suze-sur-Sarthe.

Oui, l'heure est à la défense collective la plus large possible des intérêts vitaux des travailleurs. Leurs besoins doivent primer sur la soif de profits des capitalistes.

Correspondant LO

Les mensonges d'une direction de combat

Les ouvriers de Michelin-Cholet ont été révoltés de ne pas apprendre la nouvelle de la fermeture par la direction elle-même, mais de façon informelle dimanche 3 novembre, par la voix de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, sur France 3.

Ils n'ont cependant pas été surpris, car c'est ainsi que Michelin a souvent procédé, lors des six fermetures en vingt ans décidées dans le pays. Pour justifier la fermeture, la direction dit que les affaires ne sont plus ce qu'elles étaient, du fait de la « concurrence étrangère » sur le marché des pneus de camionnettes. Elle veut faire pleurer sur les prétendues « difficultés » de l'entreprise et la presse reprend allègrement ces mensonges.

La réalité est que le groupe Michelin se porte très bien. En 2023, il a annoncé un résultat opérationnel record de 3,6 milliards d'euros au niveau mondial, et un bénéfice net de 1,98 milliard d'euros. Autrement dit, ses « difficultés », c'est une baisse des profits de... 1 % par rapport à 2022 !

Quand les patrons de Michelin décident de fermer une usine, en laissant sur le carreau des centaines de travailleurs, ce n'est donc

pas parce qu'elle n'est plus rentable : c'est seulement parce que cette rentabilité n'est pas à la hauteur des attentes des actionnaires qui en veulent davantage, quitte à plonger des familles dans la misère.

Les travailleurs ont toute légitimité à revendiquer que les richesses qu'ils ont produites depuis l'ouverture de l'usine de Cholet, en 1970, leur reviennent. Pour garantir un emploi et un salaire à tous, il faut prendre sur la fortune accumulée sur le dos et la sueur de générations d'ouvriers exploités par la famille Michelin.

Correspondant LO

Martinique : le mouvement contre la vie chère à Paris !

La manifestation organisée par le RPprac (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) dimanche 3 novembre à Paris a été un franc succès.

C'est cette organisation qui, depuis le 1^{er} septembre, est à l'initiative d'un mouvement de masse en Martinique contre la vie chère aux Antilles, où des prix de l'alimentaire dépassent parfois de

plus de 200 % les prix de l'Hexagone.

France Télévisions des Antilles a annoncé que la manifestation avait regroupé 10 000 personnes qui ont défilé vers le ministère de l'Outre-mer, à

l'approche duquel elles ont été stoppées par la police.

La veille, à leur arrivée à Orly, trois dirigeants du RPprac, dont Rodrigue Petitot, « le R » comme on l'appelle en Martinique, avaient reçu un accueil chaleureux d'un nombre important d'Antillais. Plusieurs organisations de l'émigration antillaise mais aussi guyanaise, réunionnaise et

néo-calédonienne avaient mobilisé leurs troupes. Les drapeaux des différents territoires flottaient tout au long du cortège.

Cette manifestation très réussie a eu un grand retentissement en Martinique et en Guadeloupe. Le RPprac réclamait la venue du ministre de l'Outre-mer, sans illusion peut-être. Mais rien de fondamental ne se règlera tant que les

grandes sociétés de la distribution n'accepteront pas de baisser leurs énormes marges bénéficiaires. Le mouvement contre la vie chère se poursuivra avec plus de force car les travailleurs et la population ont ressenti une immense fierté devant le succès de la manifestation à Paris. Ils se sentent encore plus forts maintenant.

Marianne Tibus

Airbus Atlantic – Nantes : les travailleurs de Satys Aerospace en grève

Mardi 29 octobre, 80% des 140 salariés de Satys, qui assurent une partie de la peinture et l'étanchéité des pièces et réservoirs d'avion sur le site d'Airbus Atlantic de Nantes et sur celui de Malville, ont commencé un mouvement de grève reconductible et installé un piquet devant l'entrée principale de l'usine.

Les grévistes, avec le soutien de la CGT, demandent une prime exceptionnelle, une prime de quart et la revalorisation de leur prime d'habillement. Leur colère fait suite, entre autres, à une prime de participation nulle

cette année et celle mensuelle de performance divisée par deux, alors que l'entreprise enregistre une croissance de 72% et qu'elle est leader mondial pour cette spécialité.

L'absence de prime de

quart cristallise les mécontentements, d'autant plus qu'il y a deux ans, lors d'une précédente grève de quatre jours qui avait arraché une augmentation des salaires de 4%, la direction avait déjà promis d'installer cette prime qui n'a jamais vu le jour. Les salaires sont loin d'être à la hauteur. Ils sont au smic à l'embauche et à peine plus après, cela pour un travail posté y compris les nuits, qui s'effectue dans des conditions difficiles



avec des produits toxiques et des postures physiques contraignantes.

La direction argumente sur le calendrier des négociations annuelles obligatoires (NAO) prévues en décembre, qu'elle vient d'avancer mi-novembre, en proclamant cependant qu'« on ne négocie pas les NAO sur un piquet de grève ! » Mais les grévistes ne s'en laissent pas conter et attendent les propositions de la direction.

En attendant, la grève continue et a été revotée pour le mercredi

6 novembre avec l'argument « On n'a pas fait cinq jours de grève pour rien », même si les grévistes sont moins nombreux. D'autant que cette grève commence à toucher la production dans les ateliers d'Airbus qui a sous-traité en partie ce travail en 2017.

Le piquet commence à recevoir des soutiens des travailleurs de la zone, à commencer par ceux d'Airbus Atlantic, mais aussi d'autres entreprises sous-traitantes, comme IDEA. En tout cas, le bras de fer continue.

Correspondant LO

Hôpital de la Croix-Rousse – Lyon : la colère ne retombe pas

Après des actions menées dans d'autres services, les infirmières et aides-soignantes de médecine interne de l'Hôpital de la Croix-Rousse se sont mises en grève pour exiger une augmentation des effectifs de jour et de nuit.



Dans la semaine du 28 octobre, ces travailleuses ont remporté quelques victoires symboliques contre la direction. Dès le dépôt de leur préavis, elles ont obtenu l'accès aux statistiques du service, qui leur étaient cachées jusque-là. Celles-ci confirment ce que les soignants ressentent depuis longtemps : l'aggravation de leurs conditions de travail est liée à la prise en charge à effectif constant de patients dont les pathologies sont de plus en plus lourdes.

Le 30 octobre, la majorité des soignants de médecine interne étaient en grève. Alors que les médecins eux-mêmes proposaient de fermer temporairement des lits et de geler les entrées,

la direction s'obstinait à refuser de diminuer l'activité du service. Les grévistes s'étant concertées pour refuser l'assignation illégale de l'une d'entre elles, la cadre supérieure a ordonné à une autre infirmière, qui avait déjà travaillé le matin, de rester encore le soir. Face à la mobilisation de ses collègues venues protester contre cette décision, alors que beaucoup d'entre elles étaient en grève ou en repos, la direction a dû reculer et faire appel à une autre infirmière du pool de remplacement.

Depuis, la préoccupation du comité de lutte autour duquel les grévistes de médecine interne se sont organisées est de tisser des

liens avec tous les autres services. Après s'être adressées à leurs collègues avec tracts et banderoles, elles ont tenu le 4 novembre une assemblée ouverte à tout l'hôpital, réunion dans laquelle elles sont restées les plus nombreuses. Les responsables syndicaux, qui craignaient de voir naître un mouvement échappant à leur contrôle, avaient invité de leur côté à cette réunion. Soucieux de garder leur rôle d'interlocuteurs vis-à-vis de la direction de l'hôpital, ils y ont annoncé dès le début l'organisation de négociations séparées pour chaque service, annulant au passage un rassemblement qu'ils avaient prévu trois jours plus tard devant la direction générale. Ils participent ainsi à leur manière aux tentatives de division qui visent les travailleurs de l'hôpital.

Les aides-soignantes et les infirmières de médecine interne, qui restent les plus mobilisées, n'ont pas dit leur dernier mot. Elles poursuivent leur grève et prévoient de s'adresser encore à leurs collègues des autres services. Les problèmes de tous les travailleurs de l'hôpital sont fondamentalement les mêmes, et unir leurs forces sera la meilleure réponse à tous ceux qui cherchent à les diviser pour les affaiblir.

Correspondant LO

Saint-Omer : RSA et travail forcé

L'application de la loi sur l'obligation de travailler pour les allocataires du RSA montre ce qu'elle est vraiment : exploitation renforcée pour les travailleurs et nouvelle source d'enrichissement pour les grands groupes capitalistes.

Dans le secteur de Saint-Omer, des allocataires du RSA, sous la pression des services sociaux, se retrouvent à devoir travailler pour 3,4 euros de l'heure. En cas d'absence, le RSA risque d'être supprimé et les allocataires risquent de se retrouver sans aucune ressource.

Le travail consiste à faire du conditionnement pour Auchan, Nocibé ou la verrerie Arc. Les conditions de travail sont déplorables, dans un hangar sans fenêtre où il fait trop chaud l'été et trop froid l'hiver. Le versement du « pécule » (ils n'osent tout de même pas appeler cela un salaire) se fait en liquide une fois par mois, avec les risques

de vols et de tensions que cela peut entraîner. En fin de journée, les chefs se permettent des fouilles. Comme si les voleurs étaient ceux qui viennent travailler pour moins de 24 euros la journée au profit de grands groupes capitalistes, qui bénéficient ainsi d'une main-d'œuvre quasi gratuite.

C'est une obligation révoltante pour ceux qui, privés d'emploi et contraints au RSA, subissent ces humiliations et cette exploitation. Et c'est une véritable menace pour l'ensemble des travailleurs, mis en concurrence avec la complicité de l'État.

Correspondant LO

Grande distribution : la nécessaire riposte

En juillet, date du rachat de 60 hypermarchés Cora et 115 supermarchés Match par Carrefour, la direction du groupe avait dit que le changement d'enseigne pour Cora s'accomplirait du 1^{er} octobre au 7 novembre, sans fermeture de magasins. Mais elle avait gardé le silence sur ses intentions concernant les emplois dans les bureaux.

Carrefour annonce maintenant la suppression des 248 emplois du siège de Croissy-Beaubourg en Seine-et-Marne et de 88 autres emplois du fait de la disparition de la centrale d'achat Provera. Chez Casino, au même moment, ce sont quatre entrepôts Easydis qui ferment, dont ceux situés à Limoges et Toulon, et dans quatre autres des emplois seront supprimés. Au total sur l'ensemble de ces sites, 741 salariés vont se retrouver sans emploi et sans salaire. Chez Monoprix, l'une des enseignes qui

restent dans l'actuel groupe Casino, 3 000 emplois ont été supprimés en trois ans, l'enseigne passant de 19 000 à 16 000 salariés.

Chez Auchan, le 5 novembre, la direction a convoqué les syndicats pour une réunion extraordinaire précisant ses intentions. Elle prend prétexte d'un déficit « inopiné » de 981 millions d'euros et en profite pour annoncer sa décision de réduire de 25 % en moyenne la surface de ses hypermarchés. Quatre mille emplois sont sur la sellette, en particulier parmi les travailleurs

des secteurs non alimentaires, comme l'électroménager et le textile. C'est une provocation alors que, en une seule année, les Mulliez, propriétaires d'Auchan et de dizaines d'autres enseignes, ont augmenté leur fortune de 40 %, à 28 milliards d'euros. Et, alors qu'ils déclarent l'enseigne en déficit, l'argent ne leur a pas manqué pour racheter cette année près d'une centaine de magasins Casino.

Toutes ces mesures prises par les riches actionnaires de la grande distribution démontrent combien les travailleurs de Casino, Carrefour, Auchan et tous les autres sont logés à la même... enseigne et ont les mêmes exploiters à combattre.

Philippe Logier

Carrefour – Givors : boue patronale

Lors des dernières intempéries, jeudi 17 octobre, la zone commerciale Givors 2 Vallées (Rhône) a été inondée, obligeant les salariés du Carrefour à se réfugier à l'étage du magasin.

Beaucoup ont perdu leur voiture dans les inondations ou ont vu leur domicile sinistré. Afin de remettre le magasin en état, la direction a demandé aux salariés de revenir dès le lundi suivant. Ils ont dû pour cela s'organiser eux-mêmes en covoiturage. Les caissières avaient le choix entre participer au tri, aller travailler dans d'autres magasins à 20 ou 30 km de Givors ou ne pas être payées pendant les deux semaines prévues pour la remise en état !

La direction a précisé qu'elle paierait les frais kilométriques... encore faudrait-il ne pas avoir perdu son véhicule dans les inondations ! Quant aux jours non travaillés du fait de la fermeture du magasin, elle a le culot de demander aux travailleurs de poser deux jours de congé ou de rattraper les heures ! Les salariés qui se seraient attendus à de la compréhension de la part d'un groupe riche à milliards, ont ainsi été servis !

À leur retour, ils ont pu

voir que l'eau et la boue n'étaient pas encore évacuées. L'odeur était insupportable et l'eau se mélangeait aux produits d'entretien, aux piles et batteries, ainsi qu'aux engrais. La CGT a alors déclenché un droit de retrait pour danger grave et imminent. Si la direction a nié le danger, les pompiers ont confirmé ne pas avoir contrôlé le magasin et les réserves. Pour Carrefour, il faut absolument veiller à la santé des profits à défaut de celle des salariés !

Les travailleurs demandent une prime exceptionnelle de 1 000 euros par semaine de nettoyage, à quoi la direction a déjà répondu qu'elle ne donnerait pas suite, alors que Carrefour a racheté cette année l'enseigne Cora pour un milliard d'euros.

Le Premier ministre, Barnier, venu dans la région pour rassurer les patrons et leur annoncer encore des aides publiques, a été interpellé par le syndicat et des salariés voulant dénoncer



Au Carrefour de Givors.

devant la presse leurs conditions de travail déplorables et dangereuses. Le magasin de Givors n'a pas encore rouvert ses portes que déjà la vice-présidente écologiste de la métropole de Lyon défend l'idée qu'il faudrait fermer toute la zone commerciale, sans se soucier de l'avenir des employés.

Les travailleurs font ainsi l'expérience que face à des patrons qui affichent le même mépris il leur faudra se faire respecter.

Correspondant LO



Seine-Maritime : les travailleurs du commerce attaqués

Quelques jours avant l'annonce par Auchan de la suppression de 2 400 emplois, trois faillites ont frappé des magasins au Havre et dans ses environs.

Cinq salariées d'un Leader Price à Lillebonne ont assigné leur patron en référé en expliquant que les prix du magasin ont commencé par beaucoup augmenter, faisant fuir de nombreux clients ; puis à partir d'avril il n'y a plus eu de livraison ; et depuis août, les salaires n'ont plus été versés. Le patron laisse sur le carreau non seulement ces cinq salariées, mais aussi d'autres à Gonfreville-L'Orcher, Harcanville et Goderville, dans la campagne du pays de Caux.

Soixante-dix salariées d'une galerie Intermarché d'un quartier populaire du Havre sont également dans l'angoisse : leur patron, Christophe Pincet, qui avait déjà supprimé dix emplois en quatre ans, a mis sa société Fisto en liquidation judiciaire.

De même, la société propriétaire de la galerie Place-Ô-Marché des Halles gourmandes, ouverte depuis à peine deux ans au centre du Havre, pour laquelle d'énormes travaux ont été réalisés avec le soutien de la mairie d'Édouard Philippe, est en liquidation.

Dans la galerie commerciale Coty, en centre-ville, les salariés de Monoprix, du groupe Casino, ont fait

grève plusieurs fois ces dernières années contre les bas salaires, qui tournent autour de 750 euros mensuels pour une majorité de femmes, avec des contrats de 24 heures par semaine. Dans cette galerie, C & A, Camaïeu, Maisons du monde et BioCoop ont également fermé. Mais les deux fonds, Simon Property Group et Blackrock, qui se trouvent derrière la société propriétaire Klépierre, empochent toujours les loyers.

Maintenant, Auchan s'en prend aux salariés avec un nouveau « plan social ». Le groupe dit avoir perdu de l'argent en Russie et en Ukraine, et en France à cause de la crise. Mais il a encore réalisé plus de 300 millions de bénéfices en 2023. Quant à la fortune cumulée de la famille Mulliez, les propriétaires d'Auchan, Leroy-Merlin, Décathlon, etc., elle est évaluée à 28 milliards.

Les travailleurs doivent pouvoir mettre leur nez dans les comptes de ces entreprises et les contrôler. Pour cela il faut abroger le secret commercial et le secret des affaires. Ces milliards de profits doivent servir à maintenir les emplois !

Correspondant LO

Aéroport de Toulouse-Blagnac : l'exploitation à plein gaz !

Plus de 2000 travailleuses et travailleurs se côtoient à l'aéroport Toulouse-Blagnac (ATB), tout en étant salariés de multiples sociétés différentes.

L'aéroport a été partiellement privatisé il y a quelques années. Après l'intermède d'un patron chinois, l'actionnaire principal est aujourd'hui le groupe Eiffage. Le trafic, avec 83 % de celui de 2019, n'a pas tout à fait retrouvé son rythme d'avant Covid mais les profits, eux, ont bien redécouvert. Le groupe ATB qui gère l'aéroport a ainsi réalisé près de 20 millions de bénéfices l'an dernier, un record. Pour cela, il compte sur les redevances des compagnies, les parkings, la location des espaces commerciaux et les économies sur le personnel. Ainsi, après l'épisode du Covid, beaucoup de départs n'ont jamais été remplacés.

ATB, comme les compagnies aériennes, sous-traite une grande partie de son activité : sûreté, opérations au sol, restauration, nettoyage, sécurité incendie... et la situation des salariés de ces sociétés sous-traitantes n'est bien sûr pas meilleure, mais cela permet de diviser les travailleurs. Ainsi, il y a deux sociétés de sûreté (contrôle des passagers et des bagages) : ICTS et

Seris, ce qui a permis dans le passé de basculer le trafic d'une société vers l'autre lors d'une grève.

Dans ces entreprises, c'est la précarité qui règne : intérim, CDD, contrats pro, temps partiels... Même des sociétés sous-traitantes sous-traitent à leur tour. Ainsi Avia Partner, société d'assistance aux compagnies, sous-traite la manutention des bagages à GSF. Et chez ce sous-traitant de sous-traitant, beaucoup de salariés ont des contrats de 15 heures sur six jours ! Il arrive même qu'on leur demande de venir à l'aéroport pour une heure de travail.

Parfois, c'est un groupe qui morcelle les sociétés. Ainsi le groupe 3S regroupe trois sociétés d'assistance : Alyzia, AHP et Gimas. Il a fait basculer une partie des tâches des deux premières sur Gimas et maintenant, après avoir fabriqué le « sureffectif », il compte dépecer AHP. Il a demandé aux agents d'envoyer leur fiche d'imposition, sans doute pour leur dire que les licenciements tiendront compte de leur situation

personnelle ! Quant aux bagagistes de Gimas, eux, en vrai sous-effectif, ils ont subi une douzaine d'accidents du travail depuis ce transfert.

Ces sociétés sous-traitantes sont soumises généralement tous les trois ans à un appel d'offres qui permet au donneur d'ordre (ATB ou les compagnies) de négocier toujours au rabais. Mais la colère s'y exprime aussi, comme en témoigne la récente grève de l'équipe de nettoyage de nuit de la société Arc-en-Ciel.

Les travailleurs des compagnies aériennes ne sont pas épargnés. Les opérations au sol sont de plus en plus automatisées et celles qui ne peuvent pas

l'être sont de plus en plus sous-traitées. À Air France, après de nombreux plans de départs « volontaires », 500 en 2013, les agents ne sont plus que 180 aujourd'hui. Air France a décidé de supprimer la desserte navette Toulouse-Paris Orly en 2026. C'est sa compagnie low cost Transavia qui prendrait le relais. Cela annonce de nouvelles attaques contre les agents de la compagnie. Parfois, c'est toute une compagnie et ses salariés qui peuvent disparaître. EasyJet vient ainsi d'annoncer la fermeture de sa « base » de Blagnac. Les 125 navigants (pilotes, hôtesses et stewards) sont appelés à quitter Toulouse pour

déménager à Orly, Lyon ou Nantes. Tout cela parce que le patron de la compagnie trouve que le trafic ne revient pas assez vite au niveau d'avant Covid.

En bout des pistes, il y a également un centre de rétention pour les sans-papiers et quotidiennement les travailleurs de la zone peuvent voir les agents de la police aux frontières (PAF) escorter les étrangers expulsés. Une tâche pour laquelle les policiers bénéficient de « miles » qui leur assurent des vols quasi gratuits.

L'aéroport de Blagnac est ainsi un condensé de l'exploitation et de la guerre que mènent les patrons... jusqu'à ce qu'on les arrête !

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Espagne : catastrophe prévisible et inaction criminelle

La « goutte froide », ou Dana (acronyme espagnol pour « dépression de haute altitude »), qui a frappé la région de Valence le 29 octobre, n'était pas un phénomène imprévu.

Tous les météorologues avaient annoncé l'arrivée de la tempête, et une grande partie de ses conséquences catastrophiques aurait pu être évitée. Et pourtant elles sont là. Aux destructions sans nombre s'ajoutent déjà des centaines de morts et peut-être 2 000 disparus. On ne peut seulement accuser la nature, mais plutôt l'attitude criminelle des autorités et de bien des responsables. En effet, l'Agence météorologique de l'État avait averti du risque dès lundi 28 octobre, et avait même émis une alerte rouge à 7 heures le lendemain matin. Mais ce n'est qu'à 20 heures, alors que l'eau avait déjà envahi les rues, que l'alerte a été donnée à la population ! De nombreux salariés ont donc été pris au piège sur leur lieu de travail.

Par exemple, des entreprises telles que les supermarchés Mercadona, Ikea et Inditex ont refusé de fermer leur magasin ou de suspendre leurs services, obligeant les travailleurs à assurer leurs horaires malgré le danger. Chez Ikea, les travailleurs ont dû passer la nuit dans les étages supérieurs du centre commercial, car ils ne pouvaient pas quitter le bâtiment en raison des inondations, leur voiture ayant été emportée par les eaux. On n'oubliera pas les images du sauvetage par les pompiers d'un travailleur de Mercadona sur le point de tomber dans un

ravin avec son camion de livraison emporté par les eaux.

Face à cette situation d'urgence, où la vie de tous les travailleurs a été gravement mise en danger et qui a causé ces centaines de morts, la ministre du Travail, membre de la coalition de gauche, a déclaré « connaître des exemples d'entreprises qui n'ont pas respecté la législation en vigueur et qui ne sont pas exemplaires », et elle a rappelé que « la loi doit être respectée » comme si une simple recommandation pouvait suffire. Au moment où la ministre faisait ces déclarations, Juan Roig, PDG et principal actionnaire de Mercadona, était pris à partie par des jeunes lui reprochant de ne pas avoir interrompu les livraisons par camion, à quoi il a répondu « c'est un mensonge » avant d'insulter un des jeunes.

Pour ce patron, comme pour beaucoup d'autres, la priorité a été de grappiller quelques heures de plus sur l'équipe d'après-midi, même si cela condamnait les travailleurs à vivre des moments de terreur, piégés par l'eau pour les mieux lotis, voire pour bien d'autres à mourir noyés. C'est cette même gestion irresponsable qui a désarmé la région face aux catastrophes climatiques : pendant des années les grands entrepreneurs de l'immobilier ont pu construire massivement



sur la côte valencienne et la bétonner avec la complaisance des pouvoirs publics.

Cette situation a déclenché une colère et une frustration immenses, qui ont éclaté lorsque le président de droite de la Generalitat, M. Mazon, le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez, ainsi que le roi et la reine sont apparus à Paiporta, l'une des principales zones touchées. Si les habitants les ont accueillis en les traitant d'assassins et en leur jetant des pierres et de la boue, ils ne manquaient pas de raisons. Le gouvernement régional de droite et le gouvernement central ont commencé à se renvoyer la responsabilité de l'intervention tardive des secours. Il n'y a rien à espérer de ce sac de vipères. La gauche et la droite se partagent le

pouvoir aux différents niveaux de l'État depuis des décennies et les seules mesures d'urgence qu'on leur doit sont celles prises pour sauver les banques et le profit capitaliste. Quant à gérer les catastrophes générées par le système qu'ils défendent, ces responsables politiques en sont incapables. On l'a constaté dans les jours qui ont suivi le passage de la tempête, où la plupart des sinistrés n'ont vu arriver aucun secours, sinon parfois quelques soldats ne disposant d'aucun moyen.

En revanche, on a vu de nombreux habitants de Valence, de sa région et aussi d'autres régions d'Espagne se mobiliser, sans doute par dizaines de milliers, pour venir prêter main-forte aux sinistrés, armés de pelles, de

balais ou autres moyens du bord. Leur solidarité spontanée a aidé à déblayer la boue et l'eau des bâtiments et des rues, ainsi qu'à fournir des biens nécessaires aux familles qui se sont retrouvées sans rien. Partout en Espagne, des campagnes solidaires se sont organisées pour collecter des vêtements, de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. Une grande partie de la population a ainsi agi et aidé, par un élémentaire réflexe de solidarité, accomplissant ce dont les autorités constituées se sont montrées incapables. C'est une leçon qui marquera longtemps les esprits, peut-être plus encore que la façon dont les conséquences de la tempête ont marqué la région de Valence.

Nuria Flores

UE-Tunisie : une politique barbare contre les migrants

En juillet 2023, l'Union européenne (UE) a passé un accord avec la Tunisie pour que celle-ci empêche les migrants subsahariens de passer en Europe, moyennant 105 millions d'euros.



Les dirigeants de l'UE et le président tunisien, Kaïs Saïed (au centre).

À la même époque, l'UE avait commandité un rapport d'enquête sur le sort des migrants africains subsahariens en Tunisie... qu'elle refuse toujours de rendre public, plus d'un an après ! Et pour cause. Cette enquête montre que les migrants subissent des traitements inhumains. Viols, coups, abandons dans le désert ou aux mains des forces de répression libyennes : l'UE participe, au moins financièrement, à organiser un système de torture, et ne veut pas que cela se sache.

L'accord de juillet 2023 n'était pas une première. En réalité depuis plus de dix ans l'UE noue de telles

alliances avec de nombreux pays situés sur les routes migratoires, en particulier sur le continent africain. En 2015, un « fonds fiduciaire d'urgence » de 1,8 milliard d'euros avait été lancé pour aider des pays situés en bordure du Sahara, comme la Tunisie, à jouer les gardes-chiourmes loin des yeux des Européens. Pour les dirigeants européens, il s'agit d'éviter les scandales et les camps de rétention trop visibles, comme ceux des îles grecques. Ce fonds n'est pas le seul. En 2017, par exemple, l'Italie signait un autre accord avec la Libye, pays connu pour les tortures de migrants

pratiquées dans ses prisons.

En Tunisie, la pratique criminelle des abandons en plein désert, sans eau ni nourriture, a été révélée il y a plus d'un an. Elle concerne y compris des enfants et des femmes enceintes. Non seulement les témoignages des survivants attestent d'une politique systématique, mais des enquêtes journalistiques ont montré que les véhicules utilisés pour les acheminer avaient été livrés depuis 2017 par des États européens. C'est sans doute ce degré de participation que les dirigeants de l'UE ne veulent pas voir dévoilés.

Thomas Baumer